

KARIM DJOUDI AUJOURD'HUI EN FRANCE

Fin du contentieux algéro-français
sur les assurances

Karim Djoudi, ministre algérien des Finances, effectue une visite en France, aujourd'hui, à l'invitation de Christine Lagarde, son homologue française.

De notre bureau à Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Outre les entretiens qu'il aura avec cette dernière, le ministre s'entretiendra avec Eric Woerth, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique ; il visitera à Tourcoing (près de Lille) l'Ecole nationale des douanes et animera une conférence-débat au Medef devant des chefs d'entreprises françaises.

Un point de presse est prévu demain à l'issue de cette visite dont le point central est la signature par les deux pays de «la

convention de règlement dans le domaine des assurances».

Le ministre algérien avait évoqué la signature de cette convention à l'AFP, il y a quelques semaines, sans en donner le contenu exact, mais en évoquant «la fin d'un contentieux». Celui-ci date des nationalisations par l'Algérie, quatre ans après l'Indépendance, du domaine des assurances et de la décision prise alors de mettre fin à l'activité de tous les assureurs français. La prise en charge du versement des indemnités des sinistres et le versement des rentes accidents de



«Les assurances en Algérie, un marché très juteux.»

travail avaient été confiés aux assureurs algériens. Le retour sur les nationalisations et les nouvelles orientations économiques de l'Algérie, caractérisées pour le secteur des assurances par la décision de son ouverture aux entreprises étrangères a naturellement suscité à un très grand intérêt de la France pour réinvestir le terrain.

Cet intérêt est d'autant plus grand que M. Djoudi lui-même déclarait récemment à l'AFP, repris par *Le Monde* du 17 février dernier : «Les assurances en Algérie étant à l'état embryonnaire, avec un taux de pénétration de moins de 1% du produit intérieur brut, le chiffre d'affaires à développer à

court terme dans ce secteur est proprement monstrueux, les marges et les profits attendus importants.» Le ministre y expliquait qu'en matière d'assurance vie ou encore d'assurance immobilière, par exemple, tout est à faire.

Avec la nouvelle loi sur les assurances qui permet l'ouverture du marché aux entreprises étrangères et avec l'injonction faite aux entreprises d'assurance de doubler leur capital social ou de l'ouvrir complètement pour développer le marché, il est clair que les grands assureurs français reviendront reconquérir un marché très juteux, selon les propres dires de sa tutelle.

K. B. A.

PÉTROLE

L'Opep maintient le statu quo

Comme attendu, l'Opep a décidé, hier, de maintenir son niveau de production de pétrole brut inchangé, à contresens des appels des pays consommateurs pour davantage de pompage et favorisant une hausse des cours à plus de 101 dollars le baril. En outre, le cartel a décidé de soutenir le Venezuela dans le conflit qui l'oppose à la compagnie américaine ExxonMobil.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Réunie hier à Vienne en session ordinaire durant cinq heures, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a décidé de maintenir son niveau de production de brut inchangé, selon le ministre irakien du Pétrole, Hussein Al-Chahristani.

En outre, le ministre irakien a précisé qu'il «n'y aurait pas de nouvelle réunion avant septembre», date de la prochaine réunion ordinaire, contrairement aux déclarations de plusieurs ministres auparavant. Plusieurs ministres avaient souligné mercredi devant les journalistes la nécessité de tenir une voire deux réunions extraordinaires d'ici septembre.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, et président en exercice de l'Opep, le cartel tiendra sa prochaine réunion le 9 septembre à Vienne mais pourrait éventuellement organiser une réunion d'urgence avant cette date en cas de besoin. De facto, les ministres de l'Opep se réuniront de nouveau le mois prochain lors de la conférence des pays producteurs et consommateurs à Rome.

Les arguments en faveur du maintien

Un maintien du statu quo en dépit des appels des pays consommateurs, les Etats-Unis en particulier, à pomper davantage de pétrole pour endiguer l'envolée des prix. En effet, le président américain George W. Bush, inquiet des réper-

cussions économiques du pétrole cher, avait affirmé mardi que ne pas accroître l'offre serait une «erreur» de la part de l'Opep.

Fournissant environ 40% de la production mondiale de brut, l'Opep produit quelque 32 millions de barils par jour (mbj). En fait, les 12 Etats membres de l'Opep, soumis aux quotas, produisent actuellement 29,67 millions de barils par jour (mbj) et 32 millions en incluant l'Irak, non soumis à un quota. Résumant la position de différents Etats membres, le ministre saoudien du Pétrole, chef de file de l'Opep, Ali al-Nouaimi, a estimé, hier, qu'il ne voyait pas la nécessité de modifier la production du cartel, attribuant la flambée des prix à «une spéculation gigantesque».

Les propos du responsable saoudien viennent conforter les déclarations du président en exercice de l'Opep, Chakib Khelil, lors d'une conférence de presse tenue mardi à Vienne, lorsqu'il a précisé que l'Algérie plaide pour une baisse de la production de pétrole car prévoyant un recul de la demande. Selon Chakib Khelil, le niveau record des prix est dû «aux pressions des investissements dans le secteur pétrolier et les autres matières premières» sur les marchés financiers, «car les bourses ne sont pas dans une situation stable», mais également à «la dévaluation du dollar» et aux «événements géopolitiques». «Je ne pense pas qu'une augmentation de la production actuellement aurait un impact sur les prix», avait-il estimé.

Les cours remontent à plus de 101 dollars

Interrogé sur la possibilité que les prix s'envolent à 110, voire 120 dollars le baril, Chakib Khelil avait estimé que «des taux d'intérêt plus faibles aux Etats-Unis pour redynamiser l'économie» entraîneraient éventuellement «un dollar plus faible» et «plus de capitaux spéculatifs sur le marché pétrolier» pouvant se traduire par une

accélération de la flambée des prix.

Une décision qui survient alors que le baril de light sweet crude pour livraison en avril valait vers 14h05 GMT les 101,12 dollars, en hausse de 1,60 dollar par rapport à son cours de clôture de mardi sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Après avoir vu le prix du baril de brut frôler les 104 dollars lundi dernier à New York et perdu mardi plus de deux dollars la veille, les cours de l'or noir pourraient se replier avec une reconstitution des réserves pétrolières aux Etats-Unis, premier consommateur mondial d'énergie. Les stocks de brut devraient s'être étoffés de 2,4 millions de barils pour la semaine achevée le 29 février alors que celles de produits distillés, qui comprennent le fioul de chauffage, devraient avoir baissé de 1,95 million de barils, selon les estimations des analystes, en attendant la publication du rapport du département américain à l'Energie vers 15h30 GMT.

L'Opep soutient le Venezuela

D'autre part, l'Opep «soutient» le Venezuela dans le conflit qui l'oppose à la compagnie américaine ExxonMobil dont les champs ont été nationalisés, affirmant que ce pays jouit du «droit souverain de disposer de ses ressources naturelles», selon le communiqué final. L'américain ExxonMobil, le plus gros groupe pétrolier mondial, a engagé toute une série de recours juridiques après que le Venezuela ait décrété la nationalisation des gisements pétroliers du bassin de l'Orénoco, en exigeant au moins 60% du capital des sociétés chargées de les exploiter.

Le groupe américain a annoncé avoir obtenu le gel de 12 milliards de dollars d'actifs de la compagnie d'Etat vénézuélienne PDVSA auprès des tribunaux de Londres et de New York pour compenser son départ du Venezuela.

C. B. / Agences

ACCIDENT DE AMMAL

Le conducteur de la locomotive et le chef de gare de Lakhdaria dans le collimateur

L'enquête sur le terrible accident ferroviaire qui est survenu le 28 février 2008 à 5 heures 30 du matin au niveau de l'un des tunnels des gorges de Lakhdaria entre un train transportant du carburant et une locomotive venant en sens inverse, est sur le point d'aboutir devant le procureur de la République de Boudouaou dont dépend la commune de Ammal. Selon nos informations, cette enquête que mènent conjointement les gendarmes de la compagnie de Boudouaou et ceux de la section de recherches de Boumerdes, confirme, en quelque sorte, nos appréhensions quant au déroulement de cette catastrophe. En effet, il s'agit, selon nos sources, d'une double négligence aussi bien du conducteur de la locomotive qui a heurté le train de 15 wagons pleins de carburant que du chef de gare de Lakhdaria d'où est partie cette locomotive et où devait arriver le train de carburant.

Il est maintenant sûr que le conducteur de la locomotive n'avait pas observé les règles de sécurité, puisque, dit-on de sources sûres, qu'il avait simplement reçu le feu blanc au niveau de la gare de Lakhdaria mais comme il habite Thénia, il avait en quelque sorte grillé le feu rouge pour partir vers Thénia et rentrer chez lui. De son côté, le chef de gare partage une partie de cette responsabilité.

Il aurait été contacté par son collègue de Thénia avant que ce dernier n'autorise le train de carburant à démarquer vers l'Est. Le chef de gare de Lakhdaria aurait commis l'erreur de communiquer à son collègue un RAS (rien à signaler). A partir de cette information, le chef de gare de Thénia aurait donc autorisé le train à faire mouvement.

La suite on la connaît, une collision qui a causé la destruction de deux locomotives dans un tunnel et les 15 wagons chargés de carburant qui se sont enflammés pendant plusieurs jours sans que nul ne puisse agir vu l'impossibilité d'intervention et le manque de moyens spécifiques ainsi que le savoir-faire en la matière.

De plus, l'unique voie ferroviaire qui relie le Centre et l'Est du pays à partir de Lakhdaria est paralysée pour plusieurs semaines. A cette lourde facture de plusieurs centaines de milliards de centimes de pertes sèches, s'ajoute un drame humain. Un cheminot est porté disparu et quatre autres ont été blessés.

Abachi L.

APPEL D'OFFRES DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT

70 projets retenus

Le bilan final de l'opération «100 projets 100 chercheurs» a été présenté hier à Alger en présence du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, Cherif Rahmani.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Ainsi, sur 367 projets proposés suite à l'appel d'offres de recherche sur l'environnement lancé par le département de Rahmani pour accompagner la politique environnementale nationale, une centaine a été retenue et soixante-dix ont abouti. Il s'agit de projets menés par des chercheurs et universitaires algériens dans le domaine de l'environnement et du développement

durable. Ils ont porté notamment sur la gestion des déchets, les pollutions atmosphériques, la préservation des ressources en eau, la conservation de la biodiversité, la gestion et la protection du littoral et l'éducation environnementale.

Cette première opération a permis, selon le ministre de l'Environnement, la remise de 253 diplômes de fin d'études ainsi que la finalisation de 86 thèses de

magistère et 15 autres de doctorat. Au plan de la communication, le même projet a également permis aux chercheurs de publier des contributions dans 89 publications internationales et 33 nationales.

Aussi, 258 communications internationales et 143 communications nationales ont été données par les chercheurs. Outre les universités et les organismes de recherche, les résultats de ces recherches seront valorisés par les cinq institutions dépendant du ministère de l'Environnement, à savoir le Centre national de la for-

mation aux métiers de l'environnement, l'Observatoire national de l'environnement et de développement durable, l'Agence nationale des déchets, le Centre national de la diversité biologique et le Commissariat national du littoral. Une deuxième opération au profit des autres chercheurs sera lancée prochainement et sera financée par le Fonds national pour l'environnement et la dépollution.

En cours d'évaluation, cet appel d'offres portera sur les projets de recherche dans la biodiversité.

L. M.